



PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Gironde
Service Habitat, Logement et Construction Durable
Unité Développement des Politiques de l'Habitat Durable

Bordeaux, le **20 MAI 2020**

ARRÊTÉ DU

fixant la liste communale des biens dits « sans maître » satisfaisant aux conditions prévues au 3° de l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques pour l'année 2020

LA PRÉFÈTE DE LA GIRONDE,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.1123-1 à L.1123-4, R.1123-1 et R.1123-2 ;

VU le code civil, notamment ses articles 539 et 713 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la liste des biens situés dans les communes du département de la Gironde, susceptibles d'être sans maître, satisfaisants aux conditions prévues au 3° de l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques, communiquée par la direction générale des finances publiques le 3 février 2020 pour l'année 2020 ;

CONSIDERANT que l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques dispose que, « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens autres que ceux relevant de l'article L.1122-1et qui : 1° soit font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté ; 2° soit sont des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans la taxe foncière sur les propriétés bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers ; 3° soit sont des immeubles qui n'ont pas de propriétaires connus, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers. Le présent 3° ne fait obstacle à l'application des règles de droit

civil relatives à la prescription. »

CONSIDERANT que l'article L.1123-4 du même code dispose que : « (...) au 1^{er} mars de chaque année, les centres des impôts fonciers signalent au représentant de l'État dans le département les immeubles satisfaisant aux conditions prévues au même 3° de l'article L.1123-1. Au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, le représentant de l'État dans le département arrête la liste de ces immeubles par commune et la transmet au maire de chaque commune concernée (...) » ;

CONSIDERANT qu'il convient d'arrêter la liste des immeubles situés dans les communes du département de la Gironde, satisfaisant aux conditions du 3° de l'article L.1123-1 précité, et de la transmettre au maire de chaque commune concernée ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

ARRETE

Article 1er : Sont susceptibles d'être sans maître et de faire l'objet de la procédure d'acquisition prévue à l'article L.1123-4 du code général de la propriété des personnes publiques, les immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers, qui figurent dans la liste annexée au présent arrêté.

La publication de cette liste ne préjudicie pas aux procédures en cours ou récemment finalisées qui n'auraient pas encore été régularisées auprès du conservateur des hypothèques ou prisent en compte par les centres des impôts fonciers.

Article 2 : le présent arrêté sera notifié au maire de chaque commune figurant dans la liste citée à l'article 1.

Article 3 : le maire de chaque commune concernée devra publier et afficher le présent arrêté pendant une durée de six mois consécutifs, et s'il y a lieu, le notifier aux derniers domicile et résidence du dernier propriétaire connu, ainsi que, si l'immeuble est habité ou exploité, à l'habitant ou à l'exploitant et au tiers qui a acquitté les taxes foncières le cas échéant.

Article 4 : le maire de chaque commune concernée devra signaler au représentant de l'État dans le département si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précitées, un propriétaire a été identifié ou s'est fait connaître. Si aucun propriétaire n'a été identifié ou ne s'est fait connaître, le maire se verra notifier un arrêté de présomption de bien sans maître qui autorisera son conseil municipal à incorporer, par délibération prise dans un nouveau délai de six mois, ce bien dans le domaine communal.

Article 5: le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde et le maire de chaque commune figurant dans la liste citée à l'article 1 sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

La Préfète,



Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Thierry SUQUET

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Bordeaux. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Gironde. Pour les décisions prises à compter du 1er décembre 2018,, le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet "www.telerecours". Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Feuille1

33499	LES SALLES		C	399
33499	LES SALLES		C	630
33499	LES SALLES		C	930
33499	LES SALLES		C	940
33499	LES SALLES		D	326
33502	SAUGON		ZI	8
33509	SAVIGNAC SUR L'ISLE		A	634
33514	SOULAC SUR MER		AM	53
33514	SOULAC SUR MER		AT	1
33514	SOULAC SUR MER		AT	43
33514	SOULAC SUR MER		BD	20
33514	SOULAC SUR MER		BD	37
33514	SOULAC SUR MER		BD	87
33514	SOULAC SUR MER		BD	91
33514	SOULAC SUR MER		BD	103
33514	SOULAC SUR MER		BD	104
33514	SOULAC SUR MER		D	1267
33514	SOULAC SUR MER		D	1268
33514	SOULAC SUR MER		D	1346
33517	SOUSSANS		AB	164
33517	SOUSSANS		AD	1144
33517	SOUSSANS		AI	103
33517	SOUSSANS		AI	511
33517	SOUSSANS		AI	522
33517	SOUSSANS		AI	579
33517	SOUSSANS		AI	596
33517	SOUSSANS		AI	630
33517	SOUSSANS		AI	643
33517	SOUSSANS		AI	650
33517	SOUSSANS		AI	651
33517	SOUSSANS		AK	419
33517	SOUSSANS		B	204
33525	TAURIAC		A	329
33525	TAURIAC		B	567
33531	TIZAC DE CURTON		A	184
33531	TIZAC DE CURTON		A	191
33531	TIZAC DE CURTON		C	143
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AD	174
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	351
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	352
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	357
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	360
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	361
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	363
33532	TIZAC DE LAPOUYADE		AK	365
33539	VAYRES		AP	241
33539	VAYRES		AR	10
33542	VERAC		AO	67
33544	LE VERDON SUR MER		AE	64
33544	LE VERDON SUR MER		AE	72
33544	LE VERDON SUR MER		AE	75
33544	LE VERDON SUR MER		AE	78
33544	LE VERDON SUR MER		AE	99